



Événement Start Up : le levier bancaire au service de l'innovation

Banque de France, Paris, 13 octobre 2026

Discours d'ouverture de Denis Beau, Premier sous-gouverneur

Mesdames, Messieurs,

Je suis très heureux de vous accueillir aujourd'hui à la Banque de France pour cette rencontre dédiée aux start-up.

Je salue tous les dirigeants de start-up, banquiers, investisseurs, acteurs publics et équipes de la Banque de France présents ce soir.

Nous partageons une conviction : l'innovation n'est pas un sujet périphérique. Elle est au cœur de notre capacité à préparer l'avenir, à renforcer notre autonomie et à répondre aux grands défis collectifs.

Dans un environnement marqué par de fortes incertitudes et par des transformations économiques et technologiques rapides, les start-up jouent un rôle déterminant. Elles transforment les technologies en usages, et la recherche en capacités productives. La technologie est plus que jamais un enjeu stratégique pour notre économie et notre souveraineté.

Notre responsabilité collective est donc de créer les conditions permettant aux entreprises innovantes de se développer, de grandir et de changer d'échelle en France et en Europe.

I. Le financement, question centrale.

Et l'une des conditions centrales, c'est le financement de l'innovation.

Transformer une idée en entreprise viable, puis lui permettre de croître et de changer d'échelle, exige des financements adaptés à chaque étape de développement : fonds propres, capital-risque, crédit bancaire, garanties publiques et marchés sont complémentaires et doivent être articulés pour assurer la solidité du financement.

Il faut cependant reconnaître une réalité : l'Europe continue de sous-utiliser une ressource pourtant bien présente et abondante, son épargne. Alors que les ménages européens épargnent bien plus que leurs homologues outre-Atlantique (près de 15% contre 10,7% outre Atlantique), le déficit européen en termes d'investissements en recherche et développement est estimé à environ 250 milliards de dollars par an par rapport aux Etats-Unis.

Aussi, une de nos priorités stratégiques doit être de mieux orienter cette épargne privée vers les entreprises innovantes, et de soutenir leur croissance et leur passage à l'échelle. C'est pour cette raison qu'il est nécessaire de construire un marché européen unifié pour le financement, c'est le projet d'Union pour l'épargne et l'investissement (UEI) porté par l'Europe. Il s'agit de mieux réallouer l'épargne des Européens pour soutenir l'investissement innovant.

Le financement privé a ainsi vocation à jouer un rôle croissant aux côtés des autres sources de financement. Il permettra en outre d'accompagner les grandes transformations stratégiques auxquelles nous faisons face et que nous devons réussir.

II. 3 transformations stratégiques à accompagner

Trois transformations sont clé pour nos économies :

- La première est la transformation numérique. L'IA se diffuse à une vitesse inédite dans l'ensemble de l'économie. Ses applications sont nombreuses, et ses bénéfices potentiels sont considérables : gains de productivité, amélioration des services, nouvelles capacités d'analyse et d'automatisation. Mais le succès de cette transformation repose sur une condition nécessaire : la confiance. L'innovation numérique ne peut se déployer durablement que dans un cadre sûr, explicable, et résilient. Et cette question est indissociable des enjeux de souveraineté. La digitalisation des économies s'accompagne d'une concentration d'infrastructures et de services numériques autour d'un nombre limité d'acteurs, souvent hors de l'Europe, avec un risque de dépendance et de perte de contrôle

d'infrastructures critiques. Dans ce contexte, la mise à disposition de la monnaie de banque centrale sous forme numérique, l'euro numérique pour les paiements du quotidien, portée par l'Europe, répond à un enjeu majeur de souveraineté : réduire la dépendance de l'Europe à l'égard des acteurs de paiement non européens. Monnaie publique numérique reposant sur des technologies européennes, il vise à renforcer l'autonomie stratégique et la résilience des paiements au sein de la zone euro.

- La deuxième transformation est écologique.

Elle implique des investissements importants pour financer la décarbonation, améliorer l'efficacité énergétique et renforcer l'adaptation au changement climatique.

C'est un défi majeur, mais également une source d'opportunités pour l'innovation et la création de valeur.

La Banque de France est fortement mobilisée sur le sujet. Le mois dernier, j'ai eu le plaisir de remettre le Prix Impact+, organisés avec le réseau Initiative France. Dix entreprises ont été distinguées pour leur engagement environnemental, social, territorial ou sociétal. Ces projets montrent que la transition écologique n'est pas seulement une contrainte : elle est aussi un puissant moteur d'innovation, de différenciation et de création de valeur. La Banque de France est impliquée plus largement sur les enjeux climatiques à travers son implication essentielle dans le NGFS, réseau des banques centrales et superviseurs pour le verdissement du système financier. Nous sommes d'ailleurs reconnus comme la banque centrale du G20 la plus avancée en matière environnementale.

- Enfin la troisième transformation concerne la sécurité et la défense.

Le contexte géopolitique actuel rappelle avec force que l'autonomie stratégique européenne constitue également un enjeu économique.

Le développement de technologies de défense ou à usage dual nécessite des investissements importants, une forte résilience des chaînes de valeurs et des horizons de financements souvent longs en raison des cycles industriels. Ici, innovation et souveraineté avancent ensemble.

Ces transformations appellent une mobilisation coordonnée de tous les acteurs.

III. La Banque de France pleinement engagée aux côtés des entrepreneurs.

Les acteurs de l'écosystème de l'innovation interviennent dans cette perspective chacun à des niveaux différents, et leurs actions sont complémentaires.

La Banque de France entend, pour sa part, contribuer à créer un environnement favorable au développement des entreprises innovantes, en apportant son expertise, en mettant à la disposition des dirigeants des outils adaptés à leurs besoins, et en facilitant le dialogue avec l'écosystème.

Par la publication annuelle de notre étude sur la situation financière des start-up, nous apportons un éclairage unique sur leur écosystème. Vous en découvrirez les principales conclusions ce soir.

La Banque de France se mobilise également par les services qu'elle offre aux chefs d'entreprises. Entièrement gratuit, l'espace dirigeant est le point d'entrée unique aux services de la Banque de France, cotation, indicateurs sectoriels, diagnostic financier DiagFi, données de conjoncture ou encore outil d'adaptation au changement climatique (ODACC), qui permet à l'entreprise d'évaluer son exposition aux principaux aléas climatiques.

Enfin, je salue l'engagement de nos 20 correspondants start-up, présents aujourd'hui. Ils proposent des entretiens gratuits et confidentiels aux start-uppeurs, facilitent la mise en relation avec les acteurs pertinents et aident les dirigeants à rechercher des solutions de financement. Chaque année, ils accompagnent 350 dirigeants de start-up sur la thématique du financement. Cet accompagnement gratuit et confidentiel est apprécié par les chefs d'entreprises. Pour 96% d'entre eux, la Banque de France est un partenaire en qui ils ont confiance. Ce résultat nous oblige.

Conclusion

Notre ambition, ce soir, est donc très concrète : mieux nous comprendre, et nous connaître, pour mieux agir. Les start-up ont besoin de partenaires financiers capables d'apprécier leurs spécificités. Les banques ont besoin d'informations robustes et d'un dialogue précoce. Et notre économie a besoin que l'épargne disponible finance davantage l'innovation, la transition écologique, la souveraineté technologique et les capacités industrielles qui renforceront notre autonomie.

Dans un monde en profonde transformation, la Banque de France continuera d'agir pour aider à satisfaire ces besoins, comme un tiers de confiance au service de l'économie réelle, de l'innovation et de la souveraineté européenne.

Je vous remercie de votre attention.